COMMUNIQUE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est réuni dans ses locaux de l'avenue Foch le jeudi 15 mars 2001

A l'issue de cette réunion, au cours de laquelle le gouvernement a adopté deux projets de délibération du congrès, un projet de délibération du gouvernement et quarante six arrêtés, le communiqué suivant est diffusé :

Les arrêtés adoptés par le gouvernement concernent pour l'essentiel des décisions relatives à l'autorisation de la pratique du démarchage et de la vente à domicile, l'agrément d'un comptable libéral, l'exonération de la taxe générale à l'importation en faveur de matériels destinés à la réalisation d'opérations primées par le comité territorial pour la maîtrise de l'énergie ainsi qu'au transport pour la conduite de véhicule de location avec chauffeurs.

Dans le cadre de sa politique en faveur de la formation professionnelle continue, le gouvernement a attribué un certain nombre de bourses de formation professionnelle pour la préparation du diplôme d'Etat d'infirmier.

Il a en outre adopté les décisions suivantes :

1 - liste des électeurs au scrutin ouvert pour les élections des représentants des retraités au conseil d'administration de l'office territorial de retraite des agents fonctionnaires.

La liste des électeurs est arrêtée par l'exécutif du territoire, trois mois avant la date de clôture du scrutin et publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie. Sont électeurs les fonctionnaires retraités bénéficiaires d'une pension principale servie par la caisse locale de retraite.

2- exonération à la réglementation des substances vénéneuses

Le gouvernement a arrêté l'exonération à la réglementation des préparations renfermant des substances vénéneuses à des doses, concentrations ou durées de traitement trop faible. Cette mesure d'exonération permettra au pharmacien de vendre certains médicaments sans ordonnance alors que les mêmes substances à des dosages supérieurs nécessiteront une prescription médicale.

3- inscriptions et modifications aux tableaux A et C des substances vénéneuses et fixation de la liste des substances classées comme stupéfiants.

Un tableau A regroupe les produits toxiques, le tableau B les produits stupéfiants et le tableau C les produits dangereux.

L'inscription à ces tableaux soumet ces substances à la réglementation des substances vénéneuses et notamment à des obligations concernant l'étiquetage, leurs conditions de

détention, l'obligation de prescription médicale et l'enregistrement de la délivrance au malade pour le pharmacien.

L'arrêté fixant la liste des substances classées comme stupéfiants met à jour les annexes du tableau B. Une seule substance est nouvellement inscrite (l'étorphine). Deux substances proches des l'écstasy, dépourvues de Dénomination Commune Internationale (DCI) font l'objet d'une précision dans leur dénomination afin de répondre à une sollicitation de l'organe international de contrôle des stupéfiants.